

15.09.2010 - 17:13 Uhr

Les arguments en faveur du non convainquent toujours plus de votants/ La révision de la loi sur l'assurance-chômage est une menace pour la cohésion nationale

Bern (ots) -

Le nombre de personnes qui disent non à la révision de la LACI, la loi sur l'assurance-chômage, a sensiblement augmenté par rapport au dernier sondage, alors que la proportion des personnes qui l'acceptent est en légère diminution. La bataille est donc ouverte. Ces prochains jours, l'USS va intensifier sa campagne contre la révision et, avec ses fédérations, distribuer du matériel de propagande à l'occasion d'actions ciblées.

Il est frappant de constater que la tendance au rejet s'est fortement développée en Suisse romande. Ce n'est pas vraiment une surprise dans la mesure où cette région du pays doit notamment faire face au problème du chômage de longue durée. Si le mauvais projet soumis au vote était accepté, pas moins de 10'000 personnes seraient d'un coup éjectées de l'assurance-chômage. Aujourd'hui, ces personnes profitent, en tout cas pour une bonne partie d'entre elles, de la possibilité qu'ont les régions en crise de verser des indemnités journalières pendant six mois supplémentaires.

Arriver en fin de droits est un sort qui touche le plus durement les travailleurs et travailleuses âgés. Ils doivent parfois dépenser toutes leurs économies et leur avoir du deuxième pilier et ne plus posséder que 4000 francs avant de recevoir l'aide sociale. Cela signifie alors des surcoûts importants pour les cantons et les communes, c'est pourquoi ceux-ci doivent tôt ou tard augmenter les impôts. La révision de la LACI coûterait presque 100 francs à chaque contribuable. Les retraité-e-s AVS, qui n'ont plus besoin de l'assurance-chômage, devraient eux aussi passer à la caisse.

Contact:

Peter Lauener, chef de la Communication USS
079 650 12 34

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003695/100610321> abgerufen werden.